



Complété par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 17 juillet 2015

Augmentation de capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription :  
plafonnement de l'utilisation à 10% maximum par an

## UBISOFT ENTERTAINMENT EXAMEN DES RESOLUTIONS DE L'AGO/E 2015

*Le présent document a pour objet de présenter les résolutions soumises par le Conseil d'administration du 12 mai 2015 au vote de l'Assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) du 23 septembre 2015.*

Les résolutions ordinaires et extraordinaires portent sur sept thèmes principaux:

1. Résolutions 1 - 3: Approbation des comptes sociaux et consolidés et affectation du résultat
2. Résolution 4: Approbation du rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements
3. Résolutions 5 - 9: Avis sur les éléments de rémunérations du Président Directeur général et des Directeurs généraux délégués
4. Résolutions 10 - 11: Renouvellement du programme de rachat d'actions
5. Résolutions 12 -17 : Approbation de délégations et/ou autorisations financières
6. Résolutions 18 - 23: Approbation relative aux plans d'actionnariat salarié
7. Résolution 25 : Modification de l'article 8 des statuts : renouvellement par échelonnement

### EXAMEN DES RESOLUTIONS

#### APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET DES COMPTES CONSOLIDES

##### AFFECTATION DU RESULTAT

##### - Résolutions 1 à 3 -

Les **première, deuxième et troisième résolutions** concernent l'approbation des comptes sociaux et consolidés clos au 31 mars 2015 ainsi que l'affectation du **résultat bénéficiaire** de **150,7M€**, tel que ressortant des **comptes sociaux**. Les comptes consolidés affichent un **résultat bénéficiaire** de **87M€**.

Comme les précédentes années, il n'est pas proposé de distribution de dividende ; la Société ayant fait le choix cette année d'engager un programme de rachat d'actions de 100M€.

#### CONVENTIONS REGLEMENTEES ET ENGAGEMENTS

##### - Résolution 4 -

Il est proposé sous la **quatrième résolution d'approuver le rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées et les engagements** soumis aux dispositions des articles L. 225-38 et L. 225-40 et suivants du Code de commerce, étant précisé **qu'aucune nouvelle convention ni aucun engagement** soumis à ces dispositions **n'a été conclu au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015**.

**AVIS SUR LES ELEMENTS DE REMUNERATIONS**  
**DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL ET DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES**  
*- Résolutions 5, 6, 7, 8 et 9 -*

Conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF révisé en juin 2013 (article 24.3) auquel la Société se réfère en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, sont soumis à l'avis des actionnaires, sous les *cinquième, sixième, septième, huitième* et *neuvième résolutions*, les **éléments de la rémunération due ou attribuée** au titre de l'exercice clos le 31 mars 2015 **au Président Directeur général et aux Directeurs généraux délégués**.

Eléments de la rémunération due ou attribuée Exercice clos le 31 mars 2015	Yves Guillemot, Président Directeur général Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
<b>Rémunération fixe brute</b>	<b>500.004€</b>	Rémunération en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> juin 2008
<b>Rémunération variable annuelle</b>	<b>300.000€</b>	<p>Une partie variable annuelle a été mise en place avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2014. Elle repose sur des critères quantitatifs et qualitatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Critères quantitatifs</b> : 20% ou 40% de la rémunération fixe, en fonction d'un seuil cumulatif d'EBIT et de chiffre d'affaires à atteindre</li> <li>➤ <b>Critères qualitatifs</b> : 20% maximum de la rémunération fixe, Le détail des critères qualitatifs et le niveau d'atteinte attendu des critères quantitatifs, établis et prédéfinis de manière précise ne peuvent être rendus publics pour des raisons de confidentialité sur la stratégie du Groupe.</li> </ul>
<b>Rémunération variable différée</b>	<b>N/A</b>	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu
<b>Rémunération variable pluriannuelle</b>	<b>N/A</b>	Le principe d'une rémunération pluriannuelle n'est pas prévu
<b>Rémunération exceptionnelle annuelle</b>	<b>0€</b>	<p>Une rémunération exceptionnelle a été mise en place avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2014. Elle est soumise à l'atteinte d'un résultat opérationnel (EBIT) prédéfini ouvrant droit à 10% de la rémunération fixe par pourcentage (1%) additionnel d'EBIT.</p> <p>Le cumul de la rémunération exceptionnelle et de la partie variable annuelle est plafonné à 100% de la rémunération fixe.</p>
<b>Options d'action</b>	<b>N/A</b> (valorisation comptable)	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
<b>Actions de performance</b>	<b>N/A</b>	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
<b>Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA.....)</b>	<b>N/A</b>	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
<b>Jetons de présence (brut)</b>	<b>40.000€</b>	<p>40K€ au total</p> <p>Fixe : 50% versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars</p> <p>Variable : versé en mars proratisé en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ participation inférieure à 50% aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable,</li> <li>▪ participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable,</li> <li>▪ participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable.</li> </ul>
<b>Avantages de toute nature</b>	<b>N/A</b>	Yves Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature.
<b>Indemnité de départ</b>	<b>N/A</b>	Aucun engagement de ce type
<b>Indemnité de non-concurrence</b>	<b>N/A</b>	Il n'existe pas de clause de non-concurrence
<b>Régime de retraite supplémentaire</b>	<b>N/A</b>	Yves Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire

Claude Guillemot, Directeur général délégué		
Eléments de la rémunération due ou attribuée Exercice clos le 31 mars 2015	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
Rémunération fixe brute	62.496€	Rémunération en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> juin 2008
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Le principe d'une rémunération pluriannuelle n'est pas prévu
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu
Options d'action	N/A (valorisation comptable)	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Actions de performance	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA....)	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Jetons de présence (brut)	40.000€	40K€ au total Fixe : 50% versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1 <sup>er</sup> avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 mars Variable : versé en mars proratisé en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>participation inférieure à 50% aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable,</li> <li>participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable,</li> <li>participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable.</li> </ul>
Avantages de toute nature	N/A	Claude Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature.
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Claude Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire

Michel Guillemot, Directeur général délégué		
Eléments de la rémunération due ou attribuée Exercice clos le 31 mars 2015	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
Rémunération fixe brute	24.000€	Rémunération en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> février 2011
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Le principe d'une rémunération pluriannuelle n'est pas prévu
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu
Options d'action	N/A (valorisation comptable)	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Actions de performance	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA....)	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Jetons de présence (brut)	40.000€	40K€ au total Fixe : 50% versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1 <sup>er</sup> avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 mars Variable : versé en mars proratisé en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>participation inférieure à 50% aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable,</li> <li>participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable,</li> <li>participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable.</li> </ul>
Avantages de toute nature	N/A	Michel Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature.
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Michel Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire

Gérard Guillemot, Directeur général délégué		
Eléments de la rémunération due ou attribuée Exercice clos le 31 mars 2015	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
Rémunération fixe brute	79.431€	Rémunération en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (avec effet de change)
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Le principe d'une rémunération pluriannuelle n'est pas prévu
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu
Options d'action	N/A (valorisation comptable)	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Actions de performance	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA....)	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Jetons de présence (brut)	30.000€	40K€ au total Fixe : 50% versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1 <sup>er</sup> avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 mars Variable : versé en mars proratisé en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>participation inférieure à 50% aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable,</li> <li>participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable,</li> <li>participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable.</li> </ul>
Avantages de toute nature	N/A	Gérard Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature.
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Gérard Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire

  

Christian Guillemot, Directeur général délégué		
Eléments de la rémunération due ou attribuée Exercice clos le 31 mars 2015	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
Rémunération fixe (brute)	62.496€	Rémunération en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> juin 2008
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Le principe d'une rémunération pluriannuelle n'est pas prévu
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu
Options d'action	N/A (valorisation comptable)	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Actions de performance	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA....)	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Jetons de présence (brut)	40.000€	40K€ au total Fixe : 50% versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1 <sup>er</sup> avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 mars Variable : versé en mars proratisé en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>participation inférieure à 50% aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable,</li> <li>participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable,</li> <li>participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable.</li> </ul>
Avantages de toute nature	N/A	Christian Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature.
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Christian Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire

## RECONDUCTION DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

- Résolutions 10 et 11 -

Les **dixième** et **onzième résolutions** portent sur le **renouvellement des autorisations** à conférer au Conseil d'administration **afin d'opérer en bourse sur les actions de la Société** dans les conditions prévues par la loi.

La **dixième résolution** renouvelle celle de même nature votée lors de l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juillet 2014 autorisant votre Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit mois, à mettre en place **un programme de rachat d'actions propres de la Société** dans les conditions et selon les objectifs prévus par la législation en vigueur. Un descriptif est annexé au présent document. **Le prix maximum d'achat proposé étant de 40€.**

**Cette autorisation ne peut pas être utilisée en période d'offre publique sur la Société.**

La **onzième résolution** s'avère nécessaire afin de **permettre l'annulation d'actions** prévue dans la **dixième résolution**.

Il est rappelé que **le Conseil d'administration du 12 mai 2015** a approuvé - dans le cadre de la dixième résolution de l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juillet 2014 - **l'acquisition par la Société de ses propres actions** à concurrence **d'un montant maximum de 100M€** sur une période de **24 mois en vue de leur annulation**. La mise en place de tout ou partie du rachat et/ou de l'annulation pouvant être opérée en vertu des dixième et onzième résolutions de l'Assemblée du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et/ou de celle de même nature ci-avant visées soumises à votre approbation.

## AUTORISATIONS ET/OU DELEGATIONS FINANCIERES

- Résolutions 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 24 -

**Ces autorisations et/ou délégations sont destinées à donner** à votre Conseil d'administration **la possibilité d'agir rapidement** et avec souplesse en fonction des opportunités, de la mobilité et de la diversité des marchés financiers en France et l'étranger et **de réaliser des émissions** - susceptibles d'être placées auprès d'investisseurs intéressés par certains types de produits financiers - **au moment le plus favorable au regard de la stratégie de l'entreprise. La suppression du droit préférentiel de souscription pouvant être décidée notamment pour accélérer le placement des émissions et par conséquent en faciliter la bonne fin.**

Les autorisations ayant trait aux opérations d'augmentations de capital suivantes sont demandées :

- **Résolution 12:** Augmentation de capital par **incorporation de réserves, bénéfices, primes**
- **Résolution 13:** Augmentation de capital avec **maintien** du droit préférentiel de souscription
- **Résolution 14:** Augmentation de capital avec **suppression** du droit préférentiel de souscription **par offre au public**
- **Résolution 15:** Augmentation de capital avec **suppression** du droit préférentiel de souscription **par placement privé**
- **Résolution 16:** Autorisation au Conseil de **déterminer le prix de souscription limitant à 10% par an** les émissions relevant des résolutions 14 et 15
- **Résolution 17:** Augmentation de capital social en vue de **rémunérer des apports en nature**

	Nature	Montant	Résolution(s)
<b>Plafond global</b> Montant nominal : <b>4M€</b>  <b>46,95% *</b> <b>Résolution 24</b>	<b>Avec</b> droit préférentiel de souscription	17,02% * (plafond maximum)	Résolution 13
	<b>Sans</b> droit préférentiel de souscription	17,02% * (plafond maximum)	Résolution 14 Résolution 15
		10% par an (inclus dans les 17,02% des résolutions 14 et 15)	Résolution 16
	Apport en nature	10%	Résolution 17

\* Sur la base d'un nombre d'actions en circulation au 30 avril 2015 de 109 940 718

A la suite d'échanges en amont de l'Assemblée avec certains actionnaires de la Société, **le Conseil d'administration réuni le 17 juillet 2015, a décidé** - sous réserve du vote par l'Assemblée générale du 23 septembre 2015 des 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> résolutions - **de limiter à 10% par an l'usage de ces délégations** dont le montant nominal maximal est fixé à 1.450.000€ (soit 16,84% du capital social au 30 juin 2015) pour la durée desdites résolutions (26 mois).

La **douzième résolution** vise à autoriser votre Conseil d'administration à **augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes à concurrence d'un montant maximum de 10.000.000€**. Ce montant n'est pas pris en compte dans la détermination du plafond global de 4.000.000€ objet de la vingt-quatrième résolution. **Cette douzième résolution n'a aucun impact sur le volume des fonds propres de la Société.**

Votre Conseil d'administration vous propose de renouveler les délégations concernant les émissions de titres avec **maintien du droit préférentiel de souscription (treizième résolution)**, avec **suppression du droit préférentiel de souscription** par le biais de deux résolutions distinctes par **voie d'offre au public (quatorzième résolution)** et **par placement privé (quinzième résolution)** dans les mêmes termes, conditions et limites que lors de la précédente Assemblée :

- le **plafond de ces augmentations** de capital pour les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières relevant de la **quatorzième** et **quinzième résolution** est fixé à **1.450.000€** (soit 17,02% du capital sur la base du nombre d'actions en circulation au 12 mai 2015). Ce montant avec celui fixé dans la treizième résolution également de 1.450.000€ s'impute sur le **plafond global de 4.000.000€** (soit 46,95%) fixé par la **vingt-quatrième résolution** et, **pour les quatorzième et quinzième résolutions, il est limité cumulativement par la seizième résolution à 10% du capital social par période d'un an**
- le **montant principal maximal des titres de créances** pouvant être émis est fixé à **400.000.000€**.

L'approbation de la **seizième résolution** permettrait au Conseil d'administration de fixer le prix d'émission dans le cadre d'émissions sans droit préférentiel de souscription réalisées en vertu des **quatorzième** et **quinzième résolutions** présentées ci-avant, plafonnant les émissions à **10% du capital social émis (CSE)** par an. Le prix pouvant être fixé par le Conseil serait au moins égal à la moyenne pondérée du cours de l'action sur Euronext Paris au cours des trois séances de bourse précédant la décision de fixation du prix éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%.

**Suite à l'expiration le 20 mars 2015 de la ligne de capital** mise en place le 20 mars 2012 avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA-CIB) **afin de renforcer la capacité financière de croissance externe de la Société** et sur laquelle **il n'a été opéré aucun tirage**, il a été décidé le 27 mars 2015, **faisant usage de la délégation de compétence accordée par l'Assemblée générale du 27 juin 2013 sous sa 18<sup>ème</sup> résolution** et de la subdélégation accordée par le Conseil d'administration du 19 mars 2015 au Président Directeur général, **de mettre en place une nouvelle ligne de capital d'une durée initiale de 2 ans avec faculté de prorogation d'une année** supplémentaire permettant à la Société d'émettre **jusqu'à 10% de son capital par an avec une décote de 4,5%.**

Il est précisé que la **seizième résolution** ne vise pas à augmenter la capacité de tirage annuelle de la ligne de capital mise en place en 2015 qui a vocation à être conservée en l'état sur sa période contractuelle ni de lui substituer une nouvelle ligne. **Elle sert essentiellement à limiter le volume de tirages effectués au titre des résolutions 14 et 15 tout en offrant davantage de flexibilité en terme de décote.**

Ces délégations seraient accordées, conformément à la loi, pour **une durée de 26 mois** à compter de la présente Assemblée.

La **dix-septième résolution** vise à renouveler l'autorisation existante permettant **l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions en vue de rémunérer des apports en nature.**

**Un état des délégations et/ou autorisations financières en vigueur et de leur utilisation au cours de l'exercice écoulé 2014/2015 figure en annexe.**

#### **ACTIONNARIAT SALARIE** **- Résolutions 18, 19, 20, 21, 22 et 23 -**

Les **dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième** et **vingt-troisième résolutions** sont proposées au vote de l'Assemblée générale dans le cadre de l'actionnariat salarié. Elles visent à **permettre à Ubisoft de continuer à offrir à ses collaborateurs des packages compétitifs par rapport à ceux proposés par les autres sociétés du secteur**, notamment américaines.

Le Conseil d'administration reste convaincu que **proposer aux salariés du Groupe une partie de leur rémunération globale en actions** de la Société **contribue à la convergence des intérêts des actionnaires et de celles de ses salariés**. C'est également pour le groupe **le moyen d'encourager un engagement de ses équipes sur le long terme et de fidéliser les talents les plus créatifs** en maintenant un lien direct entre leur niveau de rémunération et la performance du titre Ubisoft.



Ceci est d'autant plus **important aujourd'hui** que **le développement de la force de production** du Groupe intervient dans un contexte de **très forte pression concurrentielle** sur les équipes les plus expérimentées de l'industrie, et est **rendue nécessaire compte tenu des opportunités de croissance du Groupe**.

Ces **avantages long terme** font donc partie intégrante **d'une stratégie qui vise à favoriser :**

- 1. le recrutement des meilleurs profils**
- 2. la rétention des talents et compétences clés**
- 3. la motivation des salariés.**

Cependant, le Conseil d'administration a également à cœur **le fait de maintenir dans des proportions raisonnables et conformes aux standards du marché l'impact dilutif** de ces avantages proposés aux salariés, **ceci dans l'intérêt de ses actionnaires**.

**L'impact dilutif** des attributions d'actions gratuites et d'options de souscription d'actions **octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015** suite à l'utilisation des résolutions de l'Assemblée du 24 septembre 2012 (options de souscription) et du 1<sup>er</sup> juillet 2014 (attribution gratuite d'actions), représente **1.81%** du capital social au 31 mars 2015.

L'impact dilutif des plans d'attributions d'actions gratuites et d'options de souscriptions d'actions en vigueur **au 31 mars 2015** se présente comme suit :

Attribution gratuite d'actions		Nombre d'actions potentiel	Dilution potentielle
Conditions de présence et/ou performance		3.432.224	3,04%
Options de souscription d'actions		Nombre d'actions potentiel	Dilution potentielle
Ouvertes	Plans 23, 24 25 et 26	2.721.727	2,43%
Ouvertes et non ouvertes	Plans 23, 24, 25, 26,27, 28 et 29	4.875.020	4,27%

#### **Augmentation du capital au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise**

La **dix-huitième résolution** a pour objet d'autoriser le Conseil d'administration à **réaliser des augmentations** de capital au **profit des salariés français adhérents du plan d'épargne**.

**Au 31 mars 2015**, l'actionnariat salarié, **via le plan d'épargne groupe**, représentait **0,839%** du capital d'Ubisoft Entertainment S.A. Ce plan est un investissement motivant pour les équipes dans la mesure où il développe leur esprit entrepreneurial.

Par conséquent, nous vous invitons sous la **dix-huitième résolution** à renouveler dans les mêmes termes et conditions que sous la douzième résolution de l'Assemblée du 1<sup>er</sup> juillet 2014, la délégation de compétence à votre Conseil afin de procéder à **des augmentations de capital social réservées aux adhérents d'un plan d'épargne groupe** à concurrence d'un montant maximal de **0,2%** du capital social existant le jour de la tenue du Conseil d'administration décidant de l'émission. En outre, la décote maximale appliquée par la Société ne pouvant excéder **15%** lors de l'émission des actions objet de ladite résolution. Cette délégation serait accordée, conformément à la loi, pour **une durée de 26 mois** à compter de la présente Assemblée et mettrait fin pour la partie non utilisée à la délégation de même nature votée par l'Assemblée du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Au cours de l'exercice écoulé, il a été :

- d'une part, créé **211.142 actions** le 15 juillet 2014 moyennant un prix de souscription de **8,890€** en vertu de l'utilisation faite le 11 février 2014 de la **vingt-et-unième résolution de l'Assemblée générale du 27 juin 2013**,
- d'autre part, décidé le 16 décembre 2014 d'utiliser la **douzième résolution de l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juillet 2014** sur la base d'une émission de **216.783 actions maximum** (soit 0,2% du nombre d'actions au jour de l'utilisation de la résolution) moyennant un prix de souscription fixé à **12,18€** par action (cours d'ouverture de l'action sur Euronext Paris le jour de la décision du Conseil ayant décidé de mettre en œuvre l'augmentation de capital, diminué d'une décote de 15%) – la période de souscription ayant été fixée du **22 juin 2015 au 6 juillet 2015 inclus**.

## **Augmentation de capital en faveur des salariés et/ou mandataires sociaux des filiales hors de France**

La **dix-neuvième résolution** a pour objet de renouveler la treizième résolution de l'Assemblée du 1<sup>er</sup> juillet 2014, relative à une augmentation de capital réservée à une catégorie de bénéficiaires (**salariés et/ou mandataires sociaux des filiales étrangères**) dans **les pays** notamment **dans lesquels des fonds d'actionnariat salarié s'avèrent compliqués** et/ou la **fiscalité apparaît comme défavorable**. Ce plan comme celui bénéficiant aux **salariés français permet de développer un sentiment d'appartenance aux valeurs du Groupe**.

Dans le cadre de la résolution précédente, **il a été mis en place une augmentation de capital social** en faveur des salariés de **filiales canadiennes, américaines, anglaise, roumaine, allemandes, singapourienne et suédoise du Groupe** souhaitant souscrire aux titres de la Société, ayant résulté en la création et l'émission le 2 avril 2015 de **179.300 titres** moyennant un prix de souscription fixé à **14,22€** par action (cours d'ouverture de l'action sur Euronext Paris le jour de la décision du Conseil ayant décidé de mettre en œuvre l'augmentation de capital, diminué d'une décote de 15%).

Le Conseil d'administration souhaite renouveler cette autorisation, étant précisé que les émissions réalisées en vertu de cette autorisation ne pourront excéder **0,2% du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration**. Cela permettra de renforcer également la convergence des intérêts des salariés étrangers avec ceux des actionnaires du groupe.

Cette autorisation serait donnée pour **une durée de dix-huit mois** à compter de l'Assemblée. Son approbation mettant fin, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée du 1<sup>er</sup> juillet 2014 sous sa treizième résolution.

### **Attribution gratuite d'actions ordinaires ou de préférence**

Les **vingtième et vingt-et-unième résolutions** visent d'une part, à renouveler les autorisations octroyées à votre Conseil d'administration par l'Assemblée du 1<sup>er</sup> juillet 2014 sous ses quinzième et seizième résolutions, **afin d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société et/ou de préférence de la Société aux salariés, mandataires sociaux des filiales de la Société ainsi qu'à tout ou partie des membres du Comité Exécutif** visé au 3.1.1.3 du Document de référence (**étant précisé que concernant ces derniers le Conseil d'administration entend privilégier l'attribution d'actions de préférence**) et d'autre part, à soumettre à votre vote une résolution dédiée à tout ou partie des **Dirigeants mandataires sociaux de la Société** en vue de leur attribuer **des actions de préférence**.

- la **vingtième résolution** offrirait au Conseil d'administration l'opportunité d'attribuer aux **salariés et/ou mandataires sociaux des filiales de la Société** ainsi qu'à tout ou partie des **membres du Comité Exécutif** du Groupe des actions gratuites **ordinaires et/ou de préférence**. **Le montant maximum d'actions pouvant être octroyées** dans le cadre de cette résolution serait plafonné à **1,7%** dont **0,25%** sous forme d'actions de préférence - étant précisé qu'en cas de non attribution d'actions de préférence, les 0,25% ci-avant visés pourront donner lieu à l'attribution gratuite d'actions ordinaires.

Le **montant maximum** pouvant être **octroyé aux membres du Comité Exécutif** serait de **0,10%** en **privilégiant l'attribution d'actions de préférence**. Les **membres du Comité Exécutif** bénéficiant d'une **attribution gratuite d'actions ne pourront se voir attribuer des options d'achat et/ou de souscription** en vertu de la vingt-deuxième résolution.

- la **vingt-et-unième résolution** offrirait au Conseil d'administration l'opportunité d'attribuer **gratuitement** à tout ou partie des **Dirigeants mandataires sociaux de la Société** des **actions de préférence** - étant précisé que **les Dirigeants mandataires sociaux de la Société bénéficiant d'une attribution gratuite d'actions de préférence** au titre de ladite résolution **ne pourront bénéficier de l'attribution d'options de souscription et/ou d'achat d'actions** visées à la vingt-troisième résolution. **Le montant maximum d'actions ordinaires** pouvant être créées **en cas de conversion des actions de préférence** attribuées dans le cadre de ladite autorisation ne pourra porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à **0,05%** (ce montant étant autonome du plafond de la vingtième résolution).

**Les attributions** effectuées en vertu de ces résolutions tant **en faveur** des membres du **Comité Exécutif** que des **Dirigeants mandataires sociaux** seront en intégralité **conditionnées** à la réalisation **de conditions de performance** appréciées sur une période **de trois exercices au moins** et établies **au minimum** sur la base d'un **EBIT moyen Groupe**.



## Actions de préférence

Il est rappelé qu'en application de l'article 7 des statuts de la Société, les actions de préférence :

- n'auront **pas de droit de vote** aux assemblées des actionnaires
- n'auront **pas de droit préférentiel de souscription** aux augmentations de capital social
- n'auront **qu'un droit extrêmement réduit aux dividendes : 1%**
- auront **une valeur nominale unitaire de 0,0775€** et seront **incessibles**
- ne **seront pas admises** aux négociations sur le **marché Euronext Paris**

L'attribution d'actions de **préférence** représenterait au maximum 0,3% du capital et s'effectuerait en deux étapes :

- une **période d'acquisition de trois ans** aux termes de laquelle et **sous conditions de présence et/ou de performance individuelle** (salariés et mandataires sociaux des filiales de la Société) **ou de performance interne ci-avant mentionnée** (les membres du Comité Exécutif et les Dirigeants mandataires sociaux), les bénéficiaires deviendront propriétaire d'actions de préférence convertibles à terme en actions ordinaires;
- une **période de conservation de deux ans** à l'issue de laquelle **le nombre d'actions ordinaires** issu de la conversion des actions de préférence **sera conditionné à la hausse du cours de bourse** sur les cinq années passées. Les actions de préférence ne donneront de ce fait lieu à conversion en actions ordinaires qu'à la condition que le cours de l'action au bout de 5 ans soit supérieur au cours de l'action du jour de l'attribution. **Le ratio de conversion** appliqué serait alors de **30 actions ordinaires pour 1 action de préférence** pour un **objectif cible de 150% du cours initial** au jour de l'attribution **avec application**, le cas échéant, **d'une échelle de dégressivité proportionnelle et linéaire** : soit pour chaque augmentation d'1% du cours de l'action, l'acquisition d'un droit à 0,6 action ordinaire jusqu'à atteindre au maximum 30 actions.

Ce critère de performance boursière long terme permet d'**aligner la dilution sur la création de valeur effectivement constatée** par l'actionnaire **à horizon cinq ans**. Si le parcours boursier du titre à cinq ans n'a pas permis la conversion des actions de préférence, ces dernières seront annulées.

L'attribution d'actions de préférence aux membres du Comité Exécutif et/ou aux Dirigeants mandataires sociaux serait ainsi assortie de conditions de performance interne sur 3 ans et boursière sur 5 ans.

## Actions ordinaires

Les **actions ordinaires** seraient attribuées en vertu de la **vingtième résolution** conformément aux dispositions légales applicables, avec une période d'acquisition fixée par le Conseil d'administration ne pouvant être inférieure à deux ans et assortie d'un délai de conservation de deux ans minimum.

Pour le cas où la période d'acquisition serait au minimum de quatre ans, le Conseil d'administration pourra n'imposer aucune période de conservation. Le Conseil d'administration pouvant prévoir des durées de période d'acquisition et de conservation supérieures aux durées minimales fixées ci-avant. **Le Conseil d'administration entend privilégier des périodes d'acquisition de quatre ans au titre des attributions relevant de cette résolution.** Néanmoins, afin de pallier à **toutes évolutions législatives ou réglementaires applicables** et notamment si de telles évolutions venaient à réduire voire supprimer les durées minimum des périodes d'acquisition et/ou de conservation, il est proposé sous cette résolution de laisser l'opportunité au Conseil d'administration de réduire voire supprimer les périodes d'acquisition et de conservation dans la limite des nouvelles dispositions applicables, **étant précisé que concernant les membres du Comité Exécutif et pour autant que le choix soit fait de leur attribuer des actions ordinaires, la période d'acquisition ne pourra en tout état de cause être inférieur à trois ans.**

## Historique

Il est à noter qu'au titre des plans **octroyés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, tous les plans portant sur des actions ordinaires** ont été mis en place **avec une période d'acquisition minimum de quatre ans** et ceux portant sur des **actions de préférence** avec **une période d'acquisition minimum de trois ans** assortie d'une **période de conservation de deux ans** et d'une **période de conversion d'un an**.

L'utilisation faite de la résolution précédente au titre de l'exercice écoulé au 31 mars 2015 est détaillé dans l'état des délégations figurant en annexe et représente **1,17%** du capital – étant précisé **qu'aucun dirigeant mandataire social n'a bénéficié d'attribution d'actions gratuites de la Société à ce jour**. L'enveloppe de **1,7%** octroyée par l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juillet 2014 est appelée à être utilisée **en intégralité avant l'Assemblée** et ce, dans le respect **d'une dilution maximale de 2,5% entre deux assemblées** – en ce inclus les attributions d'options de souscription d'actions.

Au 31 mars 2015, le nombre total d'actions gratuites attribuées s'élevait à 3.432.224 soit une **dilution potentielle de 3,04%**.

**Un état des plans en vigueur au 31 mars 2015 figure en annexe.**

Dans le cadre de la **politique d'actionnariat salarié** du groupe, l'attribution gratuite d'actions **permet de rémunérer de façon certaine et éventuellement sous certains critères de performance les salariés**. Elle s'avère en outre plus simple à transposer juridiquement et fiscalement à l'étranger.

Au cœur d'une **stratégie d'attribution sélective**, cet **outil d'actionnariat salarié** permet :

- en premier lieu de **récompenser une performance exceptionnelle** ayant une incidence significative sur le Groupe,
- **d'assurer la compétitivité** de la **rémunération globale** des collaborateurs dont le haut niveau de contribution a été démontré dans la durée,
- **d'aligner** encore davantage **les intérêts de nos salariés sur ceux de nos actionnaires**,
- de **renforcer la contribution des équipes** aux performances de l'entreprise **en favorisant leur motivation et leur engagement**.

Par conséquent et dans la mesure où l'une des priorités du Groupe est **de développer l'actionnariat salarié**, il vous est proposé d'une part, de **renouveler** sous la vingtième résolution les autorisations octroyées à votre Conseil d'administration par l'Assemblée du 1<sup>er</sup> juillet 2014 sous ses quinzième et seizième résolutions et d'autre part, de soumettre à votre vote une résolution dédiée à tout ou partie des **Dirigeants mandataires sociaux de la Société** en vue de leur attribuer **des actions de préférence**.

Cette autorisation serait donnée pour **une durée de trente-huit mois** à compter de l'Assemblée.

#### **Options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires**

Les **vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions** portent sur l'autorisation à consentir à votre Conseil d'administration **en vue de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires** à concurrence **d'un montant maximum de 1,35%** (contre 2,6% au titre de l'Assemblée du 24 septembre 2012) du nombre d'actions ordinaires existant au moment de l'attribution des options par le Conseil d'administration.

- La **vingtième-deuxième résolution** offrirait au Conseil d'administration l'opportunité d'attribuer aux **salariés et/ou mandataires sociaux des filiales de la Société** ainsi qu'à tout ou partie des **membres du Comité Exécutif** du Groupe des **options d'achat et/ou de souscription**. **Le montant maximum d'options pouvant être octroyées** dans le cadre de cette résolution serait plafonné à **1,30%**. **Le montant maximum** qui pourrait être octroyée **aux membres du Comité Exécutif** sur cette enveloppe serait de **0,20%**. Les **membres du Comité Exécutif** bénéficiant d'une **attribution d'options ne pourront se voir attribuer des actions gratuites** en vertu de la vingtième résolution.
- La **vingt-troisième résolution** offrirait au Conseil d'administration l'opportunité d'attribuer à tout ou partie des **Dirigeants mandataires sociaux de la Société** des **options d'achat et/ou de souscription** - étant précisé que les Dirigeants mandataires sociaux de la Société bénéficiant d'une attribution au titre de ladite résolution **ne pourront bénéficier de l'attribution d'actions de préférence visées à la vingt-et-unième résolution**. **Le montant maximum d'options pouvant être octroyées** dans le cadre de ladite résolution ne pourra porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à **0,05%**. Ce plafond étant autonome de celui de la vingt-deuxième résolution.

**Les attributions** effectuées en vertu de ces résolutions tant **en faveur** des membres du **Comité Exécutif** que des **Dirigeants mandataires sociaux** seront en intégralité **conditionnées** à la réalisation **de conditions de performance** appréciées sur une période **de quatre exercices au moins** et établies **au minimum sur la base d'un EBIT moyen Groupe**.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-185 du Code de Commerce, le Conseil d'administration devra déterminer le **pourcentage des actions tenues d'être conservées au nominatif** jusqu'à la **cessation de leurs fonctions par les Dirigeants mandataires sociaux**.

Conformément aux **pratiques en vigueur dans notre industrie**, le Conseil d'administration **souhaite continuer à consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires** à destination de **ses meilleurs talents**.

Ce type de plans joue en effet un **rôle crucial dans les stratégies de rétention et de recrutement des personnels experts et créatifs hautement qualifiés** dans un contexte **où la concurrence sur ces profils s'intensifie** suite à l'installation de nos concurrents dans les sites où Ubisoft est déjà implanté et notamment au Canada.

L'attribution de stocks options est également **un élément primordial de la rétention des personnels clefs lors de nos acquisitions**. Le Conseil d'administration du groupe souhaite ainsi **réserver ces plans au bénéfice exclusif de ses meilleurs talents et des profils hautement qualifiés** que le groupe souhaite attirer, motiver et retenir.

L'utilisation faite de la résolution précédente au titre de l'exercice écoulé au 31 mars 2015 est détaillé dans l'état des délégations figurant en annexe et représente **0,66%** du capital – étant précisé **qu'aucun Dirigeant mandataire social n'a bénéficié d'attribution au titre de l'exercice écoulé**. L'enveloppe de **2,6%** octroyée par l'Assemblée générale du **24 septembre 2012** est appelée à être utilisée **en intégralité avant l'Assemblée** et ce, dans le respect **d'une dilution maximale de 2,5% entre deux Assemblées** en ce inclus, les attributions gratuites d'actions.

**Au 31 mars 2015**, le nombre total d'options de souscription s'élevait à 4.875.020 soit une **dilution potentielle de 4,27%**.

Il est en outre rappelé que votre Conseil d'administration souhaite continuer **à ne pas proposer de décote sur les options consenties**.

Cette autorisation serait donnée pour **une durée de trente-huit mois** à compter de l'Assemblée.

#### Historique des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions en faveur des Dirigeants mandataires sociaux

AG	25/09/06	04/07/07	22/09/08	10/07/09	02/07/10	24/09/12
CA N° du plan	26/04/07 (n° 14)	27/06/08 (n° 17)	12/05/09 (n° 19)	29/04/10 (n° 22) <sup>(4)</sup>	27/04/11 (n° 24)	17/03/14 (n° 27)
Prix	17,45€ <sup>(1) (2)</sup>	27,35€ <sup>(1) (2)</sup>	14,75€ <sup>(2)</sup>	9,91€ <sup>(2)</sup>	6,77€ <sup>(2)</sup>	11,92€
Levées	0	0	0	0	0	0
Attribuées à l'origine	151.680 <sup>(2)</sup>	139.648 <sup>(2)</sup>	125.392 <sup>(2)</sup>	120.336 <sup>(2)</sup>	111.232 <sup>(2) (3)</sup>	100.000
Solde (31.03.15)	0	0	0	0	111.232	85.000 <sup>(5)</sup>
Conditions de performance	N/A	N/A	N/A	100% Conditions internes (cumulées) : chiffre d'affaires et de rentabilité <sup>(4)</sup>	100% Conditions internes (cumulées) : chiffre d'affaires et rentabilité	100% : Conditions internes (EBIT moyen sur 4 exercices / % fonction de paliers) dont 25% : conditions de performance collectives <sup>(5)</sup>
% attribué au PDG au titre de la résolution	3,15%	2,76%	2,51%	2,33%	2,17%	2,11% <sup>(6)</sup>
% attribué aux Dgd au titre de la résolution	1,57%	1,47%	1,38%	1,37%	1,24%	1,41% <sup>(6)</sup>

<sup>(1)</sup> Division du nominal par 2 effective au 14 novembre 2008

<sup>(2)</sup> Nombre et prix de souscription ajustés suite à l'émission de bons de souscription d'actions le 10 avril 2012 (articles L. 225-181 et L. 288-99 du Code de commerce)

<sup>(3)</sup> Conseil d'administration du 9 mars 2012 : modification de la nature de 417.000 options de souscription en options d'achat

<sup>(4)</sup> Ce plan a expiré par anticipation le 15 mai 2014 date d'appréciation par le Comité des rémunérations de la non-atteinte des conditions de performance cumulées de chiffre d'affaires et de rentabilité

<sup>(5)</sup> 25% de l'attribution en faveur du Président Directeur général soumis à des conditions de performance collectives : Constatation de la non-atteinte de la condition de performance collective par le Comité des rémunérations le 26 juin 2014 et annulation subséquente de 25% de l'attribution octroyée au Président Directeur générale

<sup>(6)</sup> Sur la base de l'enveloppe consommée totalement avant renouvellement lors de l'Assemblée du 23 septembre 2015 et du nombre d'actions au 31 mars 2015

**MODIFICATION DE L'ARTICLE 8 ALINEA 3 DES STATUTS  
RELATIF A LA DUREE DES FONCTIONS DES ADMINISTRATEURS  
- Résolution 25 -**

En vertu de **l'article 8 des statuts** de la Société, **la durée des fonctions des administrateurs est de quatre ans** avec **un système de renouvellement par échelonnement** afin de favoriser un renouvellement harmonieux du Conseil d'administration et d'éviter ainsi un « renouvellement ad hoc » conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF.

Or, **eu égard à l'extension du Conseil d'administration** au cours de ces dernières années, **l'échelonnement harmonieux n'a pu être respecté** lors des nouvelles nominations notamment **dans la mesure où** en vertu des textes en vigueur, **les nominations et/ou renouvellements ne peuvent intervenir pour une durée plus courte que celle fixée dans les statuts.**

Par conséquent, il est proposé sous la **vingt-cinquième résolution** de **modifier l'article 8 des statuts** afin de prévoir que l'Assemblée ordinaire puisse, **à titre exceptionnel, désigner** un ou plusieurs **administrateurs pour une durée de deux ou trois ans** et ainsi permettre au mieux l'échelonnement des mandats.

**POUVOIRS  
- Résolution 26 -**

Il vous est proposé d'octroyer, sous la **vingt-sixième (26)**, les pouvoirs nécessaires aux fins de procéder aux formalités inhérentes aux résolutions de nature ordinaires ou extraordinaires soumises à l'approbation de l'Assemblée.

---

# **RECAPITULATIF DES PLANS D' ACTIONS GRATUITES EN COURS DE VALIDITE AU 31 MARS 2015**

Date de l'AG	22/09/08	24/09/12	24/09/12	24/09/12	24/09/12	27/06/13	27/06/13	27/06/13	27/06/13	27/06/13	01/07/14	01/07/14	01/07/14	01/07/14
Date du CA	24/06/11	19/10/12	08/02/13	14/05/13	17/06/13	09/10/13	29/10/13	11/02/14	17/03/14	01/07/14	24/09/14	24/09/14	16/12/14	16/12/14
Conditions de performance	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1) (2)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1) (3)	(1)	(3) (4)
Nombre d'attributaires	18	1.231	74	68	48	3	1.298	1	60	1.135	7	328	48	3
Dirigeants sociaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nature des actions <sup>(5)</sup>	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	ordinaires	préférence	ordinaires	préférence
Période d'acquisition + période de conservation	4+0 ou 4+2 <sup>(6)</sup>	4+0 ou 2+2 <sup>(7)</sup>	4+0	4+0	4+0	4+0	4+0	4+0	4+0	4+0	4+0	3+2	4+0	3+2
Date d'acquisition des actions	24/06/15	20/10/14 19/10/16	08/02/17	15/05/17	19/06/17	09/10/17	30/10/17	12/02/18	19/03/18	30/06/18	24/09/18	25/09/17	17/12/18	18/12/17
Date de fin de période de conservation	24/06/15 23/06/17	19/10/16	08/02/17	15/05/17	19/06/17	09/10/17	30/10/17	12/02/18	19/03/18	30/06/18	24/09/18	24/09/19	17/12/18	17/12/19
Date de fin de période de conversion	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	24/09/20	N/A	17/12/20
Nombre total attribuées à l'origine	133.252 <sup>(8)</sup>	742.870	316.500	160.900	223.163	40.000	694.900	10.000	268.200	572.898	10.710	13.095 <sup>(9)</sup> 392.850 <sup>(3)</sup>	242.600	2.409 <sup>(9)</sup> 72.270 <sup>(3)</sup>
Nombre cumulé d'actions annulées	5.057	54.420 <sup>(10)</sup>	19.500	14.600	2.330	0	41.312	0	5.000	14.080	0	44 <sup>(9)</sup> 1.320 <sup>(3)</sup>	0	0
Solde 31/03/15	128.195	397.180	297.000	146.300	220.833	40.000	653.588	10.000	263.200	558.818	10.710	13.051 <sup>(9)</sup> 391.530 <sup>(3)</sup>	242.600	2.409 <sup>(9)</sup> 72.270 <sup>(3)</sup>

<sup>(1)</sup> 100% soumis à des objectifs individuels de performance liés à la contribution du bénéficiaire

<sup>(2)</sup> Plan du 29/10/13 : 25% de l'attribution (41 bénéficiaires) soumis à des conditions de performance collectives – La non-atteinte de ces conditions a été constatée par le Comité des rémunérations du 26 juin 2014 et a résulté en l'annulation par le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> juillet 2014 de 7.032 actions gratuites sur les 28.075 attribuées.

<sup>(3)</sup> Conditions boursières (15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> résolutions de l'Assemblée du 1<sup>er</sup> juillet 2014) à remplir à la fin de la période de conservation des actions de préférence

✎ augmentation ≥ à 50% du cours de bourse plancher (moyenne des 20 cours de bourse précédant le Conseil d'administration d'attribution) : 1 action de préférence donnera droit à 30 actions ordinaires

✎ si augmentation mais < à 50% : chaque % de hausse constaté donnera droit à 0.6 action ordinaire

<sup>(4)</sup> Conditions de performance interne : 60% conditionnés à l'atteinte d'un EBIT Groupe (résultat opérationnel courant du Groupe avant rémunération payée en actions) moyen à 3 ans selon des paliers prédéfinis et 40 % conditionnés à l'atteinte d'un chiffre d'affaires Groupe moyen à 3 ans selon des paliers prédéfinis

<sup>(5)</sup> Actions ordinaires ou actions de préférence

<sup>(6)</sup> Période de conservation de 2 ans pour les bénéficiaires des filiales françaises

<sup>(7)</sup> Période d'acquisition de 2 ans pour bénéficiaires des filiales françaises assortie d'une période de conservation de 2 ans / Période d'acquisition de 4 ans pour les bénéficiaires des filiales étrangères

<sup>(8)</sup> Nombre ajusté suite à l'émission de bons de souscription d'actions le 10 avril 2012 (articles L. 225-181 et L. 288-99 du Code de commerce)

<sup>(9)</sup> 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> résolutions : 1 action de préférence pouvant donner droit à 30 actions ordinaires sous réserve de l'atteinte des conditions boursières <sup>(3)</sup> avec application, le cas échéant, d'une échelle de dégressivité proportionnelle et linéaire

<sup>(10)</sup> Création le 20 octobre 2014 de 291.270 actions assorties d'une période de conservation de 2 ans <sup>(7)</sup>

## RECAPITULATIF DES PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS EN COURS DE VALIDITE AU 31 MARS 2015

Plan	Plan 23	Plan 24	Plan 25	Plan 26	Plan 27	Plan 28	Plan 29
AG	10/07/09	02/07/10	24/09/12	24/09/12	24/09/12	24/09/12	24/09/12
CA	30/06/10	27/04/11	19/10/12	29/10/13	17/03/14	24/09/14	16/12/14
Nombre de bénéficiaires	1.265	1.337	129	62	5	116	3
Nombre attribuées	3.123.939 <sup>(1)</sup>	3.256.413 <sup>(1) (2)</sup>	936.970	798.125 <sup>(5)</sup>	100.000	665.740	62.200
dont mandataires							
Yves Guillemot	N/A	70.784 <sup>(1) (2)</sup>	N/A	N/A	60.000 <sup>(5) (6)</sup>	N/A	N/A
Claude Guillemot	N/A	10.112 <sup>(1) (2)</sup>	N/A	N/A	10.000 <sup>(6)</sup>	N/A	N/A
Michel Guillemot	N/A	10.112 <sup>(1) (2)</sup>	N/A	N/A	10.000 <sup>(6)</sup>	N/A	N/A
Gérard Guillemot	N/A	10.112 <sup>(1) (2)</sup>	N/A	N/A	10.000 <sup>(6)</sup>	N/A	N/A
Christian Guillemot	N/A	10.112 <sup>(1) (2)</sup>	N/A	N/A	10.000 <sup>(6)</sup>	N/A	N/A
Ouverture	30/06/11	27/04/12	19/10/13	29/10/14	mai 2018 <sup>(4)</sup>	24/09/15	16/12/15
Date d'expiration	29/06/15	26/04/16	18/10/17	28/10/18	16/03/19	23/09/19	15/12/19
Prix de souscription ou d'achat	France 7,02€ <sup>(1)</sup> Monde 6,32€ <sup>(1)</sup>	6,77€ <sup>(1)</sup>	France 6,37€ Monde 6,65€	France 9,547€ Monde 8,830€	11,92€ (sans décote)	12,92€	14,22€
Modalités d'exercice	25% par an à compter du 30/06/11	25% par an à compter du 27/04/12 Mandataires : mai 2015 <sup>(3) (4)</sup>	25% par an à compter du 19/10/13	25% par an à compter du 29/10/14	Mandataires : mai 2018 <sup>(3)</sup>	25% par an à compter du 24/09/15	25% par an à compter du 16/12/15
Nombre exercées depuis l'attribution et jusqu'au 31/03/2015	1.906.722	814.250	181.785	45.605	0	0	0
Nombre d'options annulées ou caduques depuis l'attribution	385.573	325.443	15.250	53.250	15.000 <sup>(5)</sup>	2.500	0
Nombre d'options restantes au 31/03/15	831.644	2.116.720	739.935	699.270	85.000	663.240	62.200

<sup>(1)</sup> Nombre et prix de souscription ajustés suite à l'émission de bons de souscription d'actions le 10 avril 2012 (articles L. 225-181 et L. 288-99 du Code de commerce)

<sup>(2)</sup> Conseil d'administration du 9 mars 2012 : modification de la nature de 417.000 options de souscription originellement attribuées (421.705 <sup>(2)</sup>) soit un solde au 9 mars 2012 de 410.750 options converties en options d'achat (415.384 <sup>(2)</sup>)

<sup>(3)</sup> Pour les mandataires sociaux, les conditions de performance à satisfaire s'étalant sur 4 exercices sur la base cumulée des comptes annuels clos les 31 mars, les mandataires ne peuvent exercer leurs options qu'à compter de la validation par le Comité des rémunérations de l'atteinte des conditions de performance après l'arrêté des comptes clos de la 4<sup>ème</sup> année soit à compter de mai. Plan 24 : mai 2015 / Plan 27 : mai 2018

<sup>(4)</sup> Le Comité des rémunérations réuni le 12 mai 2015 a validé l'atteinte des conditions de performance internes qui devaient être réalisées par les Dirigeants mandataires établies sur la base d'un objectif cumulé de chiffre d'affaires et de rentabilité sur 4 exercices (31 mars 2012, 2013, 2014 et 2015).

<sup>(5)</sup> 25% de l'attribution étaient soumis à des conditions de performance collectives: plan du 29/10/2013 (41 bénéficiaires) / plan du 17/03/2014 : Yves Guillemot – La non-atteinte de ces conditions a été constatée par le Comité des rémunérations du 26 juin 2014 et a résulté en l'annulation par le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> juillet 2014 de 51.250 options sur 205.000 options attribuées le 29/10/2013 et 15.000 options sur 60.000 options attribuées le 17 mars 2014

<sup>(6)</sup> 100% de l'attribution est conditionnée à la réalisation de conditions de performance établies sur la base d'un objectif d'un EBIT moyen évaluées sur 4 exercices. Le pourcentage d'attribution définitif étant fonction de paliers à atteindre déterminés selon un pourcentage de réalisation des objectifs cumulés



## ETAT DES DÉLÉGATIONS AU 31 MARS 2015 CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Nature	Date de l'assemblée - Résolution -	Durée Echéance	Plafond d'utilisation	Date de l'utilisation 2014/2015	Emission du 01/04/14 au 31/03/15
<b>Rachat d'actions</b>	01/07/14 10 <sup>ème</sup> résolution	18 mois 31/12/15	10% du capital Prix d'achat maximum : 30€	Cf. Programme de Rachat page suivante	
<b>Réduction de capital</b> par annulation d'actions auto-détenues	01/07/14 11 <sup>ème</sup> résolution	18 mois 31/12/15	10% du capital		N/A
<b>Augmentation de capital</b> par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres	27/06/13 15 <sup>ème</sup> résolution	26 mois 26/08/15	10M€	23/06/14 14/10/14 10/11/14	636.614 actions créées <sup>(1)</sup>
<b>Augmentation de capital</b> avec maintien du droit préférentiel de souscription	27/06/13 16 <sup>ème</sup> résolution <sup>(2)</sup>	26 mois 26/08/15	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	N/A	N/A
<b>Augmentation de capital</b> avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public	27/06/13 17 <sup>ème</sup> résolution <sup>(2)</sup>	26 mois 26/08/15	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	N/A	N/A
<b>Augmentation de capital</b> avec suppression du droit préférentiel de souscription par placement privé	27/06/13 18 <sup>ème</sup> résolution <sup>(2)</sup>	26 mois 26/08/15	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	27/03/15	10.780.000 actions maximum à créer <sup>(3)</sup>
<b>Augmentation de capital</b> en vue de rémunérer des apports en nature	27/06/13 20 <sup>ème</sup> résolution <sup>(2)</sup>	26 mois 26/08/15	10% du capital au jour de l'assemblée	N/A	N/A
<b>Augmentation de capital</b> en faveur des salariés adhérant à un plan d'épargne (PEG)	27/06/13 21 <sup>ème</sup> résolution <sup>(2) (4)</sup>	26 mois 26/08/15	0,2% du montant du capital au jour de l'utilisation par le CA	11/02/14	211.142
	01/07/14 12 <sup>ème</sup> résolution <sup>(2)</sup>	26 mois 31/08/16	0,2% du montant du capital au jour de l'utilisation par le CA	16/12/14	En cours : 216.783 actions maximum <sup>(6)</sup>
<b>Octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions</b>	24/09/12 18 <sup>ème</sup> résolution <sup>(5)</sup>	38 mois 23/11/15	2,6% du capital au jour de l'utilisation par le Conseil	24/09/14 16/12/14	727.940 options attribuées
<b>Attribution gratuite d'actions</b>	27/06/2013 22 <sup>ème</sup> résolution <sup>(2) (4)</sup>	38 mois 26/08/16	1,5% du capital au jour de la décision du Conseil	01/07/14	572.898 actions attribuées
	01/07/14 15 <sup>ème</sup> et 16 <sup>ème</sup> résolutions <sup>(2)</sup>	38 mois 31/08/17	1,7% du capital au jour de la décision du Conseil (dont 0,1% maximum pour les membres du Comité Exécutif) ▪ 1,1% en actions ordinaires ▪ 0,6% en actions de préférence	24/09/14 16/12/14	718.430 actions attribuées <sup>(7)</sup>
<b>Augmentation de capital</b> réservée aux salariés des filiales de la société (hors de France)	01/07/14 13 <sup>ème</sup> résolution <sup>(2)</sup>	18 mois 31/12/15	0,2% du capital au jour de la décision du Conseil	19/03/15	185.437 actions maximum à créer <sup>(8)</sup>

(1) Livraison des actions gratuites – Plans : 30 juin 2010, 15 novembre 2010 et 19 octobre 2012

(2) Imputation sur le plafond global de 4M€ fixé par l'Assemblée du 27 juin 2013 (23<sup>ème</sup> résolution)

(3) Mise en place d'une ligne de capital « Equity Line » : émission de 10.780.000 bons d'émission d'actions (BEA) à un prix d'émission unitaire de 0,0001€ exerçables du 27 mars 2015 au 27 mars 2017 (avec faculté de prorogation d'une année) au gré de la Société, souscrits par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (investisseur qualifié au sens de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier) : un BEA permettant de souscrire à une action de la société à concurrence d'un prix d'exercice faisant ressortir, au moment de chaque émission, une décote maximum de 4,5% par rapport au cours moyen pondéré des 3 jours de bourse précédant sa fixation : soit une augmentation de capital social maximal en nominal de 835.450€

(4) Il a été mis fin à cette délégation (pour la fraction non utilisée) par l'Assemblée du 1<sup>er</sup> juillet 2014 ayant approuvé une résolution de même nature.

(5) Imputation sur le plafond global de 4M€ fixé par l'Assemblée du 24 septembre 2012 (21<sup>ème</sup> résolution)

(6) Soit 0,2% du nombre d'actions au jour du Conseil d'administration. Période de souscription : lundi 22 juin 2015 au lundi 6 juillet 2015. Emission des actions sur l'exercice clos le 31 mars 2016.

(7) Dont 465.120 actions ordinaires sous réserve de la conversion de 15.504 actions (ratio de conversion 1 action de préférence donne droit à une action ordinaire sous réserve de conditions boursières) – cf. 3.2.3.1 du Document de référence

(8) Nombre d'actions créées le 2 avril 2015: 179.300

## PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Le Conseil d'administration a, lors de sa séance en date du 12 mai 2015, autorisé l'acquisition par la Société de ses propres actions à concurrence d'un montant maximum de 100M€ sur une période de 24 mois. Cette autorisation a été octroyée dans le cadre du programme de rachat d'actions voté par l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et mis en œuvre par le Conseil d'administration en date du même jour et sous réserve du renouvellement par l'Assemblée générale du 23 septembre 2015 des autorisations à consentir au Conseil d'administration aux fins d'opérer sur les actions de la Société. Les actions achetées en vertu de cette autorisation du Conseil ont vocation à être annulées.

### AUTORISATION EN VIGUEUR AU 15 MAI 2014

#### CADRE JURIDIQUE

L'Assemblée générale mixte du 1<sup>er</sup> juillet 2014 a renouvelé au profit du Conseil d'administration l'autorisation précédemment consentie par l'Assemblée générale mixte du 27 juin 2013 afin de permettre à la Société de racheter ses propres actions, conformément à l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce (ci-après le « Programme de Rachat »).

#### SITUATION AU 31/03/15

Pourcentage de capital auto-détenu de manière directe et indirecte	0,37%
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	N/A
Nombre de titres détenus en portefeuille	
Contrat de liquidité	81.183
Couverture de plans d'options d'achat	321.309
Valeur comptable du portefeuille	2.632.657,12€
Valeur de marché du portefeuille <sup>(1)</sup>	6.924.874,86€

<sup>(1)</sup> Cours de clôture au 31 mars 2015 : 17,205€

#### DETAILS DES OPERATIONS D'ACHAT ET DE VENTE D' ACTIONS PROPRES SUR L'EXERCICE

(article L 225-211 du Code de commerce)

<b>Nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31/03/14</b>	<b>467.618</b>
Nombre d'actions acquises au cours de l'exercice	1.250.489
Cours moyen des acquisitions	14,36€
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice	1.315.615
Cours moyen des ventes	14,14€
Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice	N/A
Montrant des frais de négociation	N/A
<b>Nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31/03/15</b>	<b>402.492</b>
Valeur des actions inscrites au nom de la Société au 31/03/15 <sup>(2)</sup>	2.637.359,19€
Valeur nominale des actions inscrites au nom de la Société au 31/03/15	31.193,13€
Nombre d'actions utilisées au cours de l'exercice	1.315.615
Réallocation ayant eu lieu au cours de l'exercice	N/A
Fraction du capital représentée pour les actions détenues au 31/03/15	0,37%

<sup>(2)</sup> Evaluées au cours d'achat

#### AFFECTATION PAR OBJECTIF DES ACTIONS AINSI AUTO-DETENUES

	Contrat de liquidité	Couverture de plans d'options d'achat
Nombre d'actions auto-détenues	81.183	321.309

### CONTRATS DE LIQUIDITÉ

Depuis le 2 janvier 2006, la Société a confié à Exane BNP PARIBAS la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers (ci-après le « Contrat »), d'une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Par avenant en date du 5 avril 2011 au Contrat, le montant total des moyens mis à disposition au titre du Contrat a été porté à 1.700.000 euros. Par avenant en date du 10 octobre 2015 au Contrat, le montant total des moyens mis à disposition a été ramené à 1.500.000 euros. La Société a affecté cette somme pour la mise en œuvre dudit Contrat au titre de l'exercice écoulé.

## DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 23 SEPTEMBRE 2015

En application des articles 241-2 et 241-3 du règlement général de l'AMF, ainsi que du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, la Société présente ci-après le descriptif du programme de rachat d'actions qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale mixte du 23 septembre 2015.

**Titres concernés :** actions ordinaires d'Ubisoft Entertainment SA cotées sur Euronext Paris, compartiment A, code ISIN FR0000054470

**Part maximale du capital :** 10% du nombre total des actions composant le capital social à la date du rachat – soit à titre indicatif et sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 avril 2015 ( 109 940 718) et compte tenu du nombre d'actions détenues au 12 mai 2015 (391.051 actions représentant 0,36% du capital) : 10.603.020 soit 9,64%.

**Prix maximum d'achat :** 40€ soit sur la base du capital social au 30 avril 2015 un montant maximum de 439.762.840€

### Objectifs :

- assurer la liquidité et animer le marché de l'action Ubisoft Entertainment SA par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre du contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF
- honorer des obligations liées aux programmes d'options d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou cessions d'actions au profit des salariés et/ou Dirigeants mandataires sociaux du Groupe ou au profit de certains d'entre eux, notamment dans le cadre de tout plan d'épargne d'entreprise ou de la participation aux résultats de l'entreprise,
- conserver les actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe dans la limite de 5% du capital existant
- remettre les titres lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital social de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière
- annuler, totalement ou partiellement, les actions ainsi rachetées dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une autorisation de l'Assemblée générale extraordinaire
- mettre en œuvre de toute pratique de marché reconnue ou qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers.

**Durée de l'autorisation :** 18 mois à compter de l'Assemblée générale du 23 septembre 2015.

### DECLARATIONS SYNTHETIQUES DES OPERATIONS REALISEES DU 15 MAI 2014 (\*) AU 12 MAI 2015 DATE DU PRESENT RAPPORT

Pourcentage de capital auto-détenu de manière directe et indirecte	0,36%
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	N/A
Nombre de titres détenus en portefeuille <sup>(1)</sup>	
Contrat de liquidité	80.500
Couverture de plans d'options d'achat	310.551
Valeur comptable du portefeuille	2.596.728,57€
Valeur de marché du portefeuille <sup>(2)</sup>	6.550.104,25

<sup>(1)</sup> 400.000 titres ont été acquis sur le marché (affectés à l'objectif actionnariat salarié) en vertu de la 6<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée générale du 30 juin 2011 et le solde dans le cadre du contrat de liquidité avec Exane BNP Paribas

<sup>(2)</sup> Cours de clôture au 12 mai 2015: 16,75€

<sup>(\*)</sup> Conformément aux dispositions de l'instruction 2005-06 de l'AMF, la période concernée débute le jour suivant la date à laquelle le bilan du précédent programme a été établi

	Flux cumulés (*)		Positions ouvertes au 31/03/15			
	Achats	Ventes Transferts	Positions ouvertes à l'achat		Positions ouvertes à la vente	
			Options d'achat achetées	Achats à terme	Options d'achat vendues	Ventes à terme
Nombre de titres	1.233.461	1.263.196				
Echéance maximale moyenne <sup>(1)</sup>	-	-				
Cours moyen de la transaction	14,85€	14,57€			NEANT	
Prix d'exercice moyen	-	-				
Montants	18.316.038€	18.696.853€				

<sup>(1)</sup> Durée de validité de l'autorisation de l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juillet 2014 : 31 décembre 2015 ou expiration par anticipation en cas d'approbation par l'assemblée d'une résolution de même nature avant échéance

<sup>(\*)</sup> Les flux bruts cumulés comprennent les opérations d'achat et de vente au comptant ainsi que les opérations optionnelles et à terme exercées ou échues

